

Discours de FR. FILLON à la Konrad Adenauer Stiftung 22 Janvier 2017

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Mes amis,

Je suis heureux de prendre la parole devant vous, dans cette fondation consacrée à la mémoire du chancelier Konrad Adenauer. Je viens ici comme gaulliste, attaché à cette amitié franco-allemande qui a toujours donné sa force au projet européen. Candidat à la prochaine élection présidentielle, j'entends défendre mes convictions sur la place du continent européen dans le monde.

Mon Europe respecte les nations.

Mon Europe protège les Européens, leur donne des emplois, défend nos intérêts économiques, contrôle ses frontières.

Mon Europe doit être le foyer de la liberté, de l'innovation, de la culture. Mon Europe est indépendante et elle est debout face aux menaces qui l'entourent. Pour tout dire, je vois l'Europe comme une civilisation qui doit être défendue.

Je tire le signal d'alarme.

L'Europe devrait décupler notre puissance, aujourd'hui elle la réduit ; elle devrait décider, elle hésite ; elle devrait simplifier, elle complique ; elle devrait nous rendre fiers, elle ne nous parle plus au cœur. A force de tergiversation nous ne savons plus où nous voulons aller ni ce que nous voulons construire ensemble. Notre faiblesse nous disloque. Elle nous attire le mépris des grandes puissances. Elle nous discrédite.

Ici à Berlin, j'appelle à un sursaut européen.

Nous ne pouvons pas continuer comme avant. Nous devons remettre à plat les compétences européennes et nous interroger sur ce qui est essentiel et sur ce qui est accessoire. Nous devons définir nos priorités. Nous devons préciser ce que nous voulons faire, avec qui, dans quel cadre.

Pour cela, il faut que la France retrouve sa voix et un leadership politique en Europe. Notre chômage de masse, notre incapacité à réduire notre dette, nos déficits commerciaux ne sont pas seulement des handicaps pour la France. Ils réduisent son poids politique sur la scène européenne et internationale. Voilà pourquoi mon projet ne recule devant aucune des décisions nécessaires en matière économique: ces décisions amélioreront la vie quotidienne de mes compatriotes, elles leur redonneront la dignité par le travail, elles rétabliront la pleine souveraineté de la France et sa capacité à peser sur le futur européen. Il est de bon ton de s'inquiéter de la puissance économique allemande en Europe : étrange procès ! La réalité est que cette puissance résulte avant tout de notre incapacité ces dernières années à prendre les mesures nécessaires pour nous redresser. En décidant vite et fort les changements nécessaires, nous rétablirons un équilibre dans la relation franco allemande. La complémentarité de puissance entre la France et l'Allemagne est la condition de l'efficacité de notre tandem. Sur

cette base de pleine égalité, je souhaite construire une Europe nouvelle avec notre partenaire allemand et tous ceux qui croient encore dans le destin de notre continent.

Oui, je fais le choix clair du couple franco-allemand. Car il est illusoire de vouloir transformer en profondeur le projet européen sans un lien étroit entre nos deux nations. Nous avons des différences ? Assumons-les au lieu de les nier. Nous avons des divergences, sur la question des réfugiés ou sur la politique économique ? Regardons-les en face pour mieux les surmonter. Ne cherchons pas des échappatoires illusoires ou des alliances de revers qui ne mènent nulle part. Dans la situation actuelle, où notre Europe est menacée de disparition sur la scène internationale, la responsabilité commande la décision. France et Allemagne doivent rapidement trouver un accord pour renforcer la croissance dans le cadre de la zone euro, protéger nos frontières et instaurer enfin, après des décennies de renoncement, une véritable puissance européenne.

A cette condition seulement, le continent européen pourra défendre sa place entre les Etats-Unis de Donald TRUMP, la Russie de Vladimir POUTINE et la Chine de XI JINPING. Nous affirmer ou nous soumettre, nous unir ou disparaître, voilà désormais le choix historique devant lequel se trouvent les nations européennes. Nous allons bientôt célébrer les soixante ans du traité de Rome. Où est l'unité de 1957 ? Où est notre force ? Les doutes et les divisions ont pris le dessus. Les critiques se multiplient sur les institutions européennes, sur leur opacité, leur lenteur.

Des années pour adopter un registre des passagers aériens alors que la menace terroriste peut nous frapper à tout moment, est-ce raisonnable ?

Des années pour constituer un corps de garde-frontières capable de stopper les flux migratoires illégaux, est-ce acceptable ?

Indécision et confusion font le jeu des partis extrémistes, qui gagnent du terrain partout en Europe, en France, en Autriche, en Hongrie et même désormais en Allemagne. Résultat : pour la première fois depuis la création du projet européen, un peuple a décidé de quitter le navire. Ce choix souverain doit être respecté. Mesurons cependant le bouleversement que représente la décision britannique au regard de la construction européenne : elle semblait irréversible, elle est désormais fragile.

Ne pleurons pas sur la décision britannique. Je la regrette mais ce coup dur doit être compris comme une obligation, pour l'Union de repartir de l'avant. Dans la négociation qui commence, défendons une ligne claire : on ne peut être à la fois dedans et dehors, avoir accès au marché européen sans respecter les règles qui le fondent. Les quatre libertés du marché intérieur européen ne peuvent pas être remises en cause ou adoptées à la carte : elles forment un tout, elles doivent être prises en bloc.

En matière de politique migratoire, nous attendons aussi du gouvernement britannique qu'il prenne toutes ses responsabilités. Nous engagerons avec nos partenaires britanniques une renégociation du traité du Touquet en ce sens. Je ne vois pas au nom de quoi la France accueillerait et gèrerait sur son sol les flux migratoires à destination de la Grande-Bretagne, qui demain ne participera plus à notre Union. Le discours de Theresa MAY mardi dernier montre que le gouvernement britannique est prêt à tirer clairement les conséquences concrètes du

référendum. Clarifier la situation, lever les ambiguïtés techniques, mais poursuivre notre coopération sur des sujets vitaux comme les questions de sécurité et de défense, voilà la ligne que je propose. La question britannique est majeure. Elle ne doit pas cependant nous détourner de ces défis immédiats.

Le premier défi est celui de la crise migratoire. Durant la seule année 2015, ce sont plus de 1,3 million de réfugiés qui sont entrés sur notre territoire, dont presque 500 000 en Allemagne. Chacun a réagi en ordre dispersé. Ces divisions nous affaiblissent. La France n'est pas un territoire sans limite : nous comptons 6 millions de chômeurs et près de 9 millions de pauvres. Ma position est claire : la France ne peut pas accepter plus de réfugiés. Le droit d'asile n'est pas le désordre migratoire. Les conditions économiques et sociales nous commandent la fermeté.

Nous faisons un choix différent de nos amis allemands sur ce sujet ? Oui, mais cela ne doit pas nous empêcher de progresser vers une réforme en profondeur des accords de Schengen et vers une politique commune en matière d'asile.

Il faut réformer Schengen. La libre circulation en Europe doit avoir une contrepartie non négociable : des contrôles systématiques aux frontières extérieures, qu'elles soient terrestres, aériennes ou maritimes. Les frontières extérieures de la zone Schengen doivent être de véritables frontières, où les contrôles des voyageurs, notamment non européens, seront systématiques. Si les étrangers doivent attendre deux heures pour entrer, ils attendront deux heures, comme dans n'importe quel aéroport aux Etats Unis ! Tant que les frontières de l'Europe ne seront pas protégées par nos partenaires, et dans le contexte de guerre contre le totalitarisme islamique, la France rétablira de vrais contrôles à ses frontières.

Le corps de garde-frontières européen représente une première avancée. Il doit se déployer rapidement, si nécessaire sur la base de coopérations renforcées. Je ne vois aucun autre moyen pour éviter à Malte, la Grèce ou l'Italie d'être submergés par l'arrivée de clandestins. Nous devons ensuite harmoniser nos règles d'accueil et créer un droit d'asile européen. Avec un objectif : mettre fin aux abus de la politique d'asile. Les demandes d'asile ont explosé depuis 2012. Les crises du Proche-Orient n'expliquent pas cette augmentation massive, car 70 % des demandes sont rejetées comme infondées.

Ce qui est en cause, c'est la multiplication des détournements de procédures nourris par les filières et les passeurs. Ces passeurs de rêves sont des passeurs de morts que nous devons traquer et neutraliser.

Pour la France, j'ai fixé mes objectifs. Demain, les demandes d'asile devront être faites à l'étranger, dans les consulats des pays européens. La durée d'instruction des demandes sera réduite à 120 jours. Les demandeurs d'asile dont la demande aura été définitivement rejetée devront impérativement être éloignés du territoire européen. Je veux que la coopération des pays d'origine et des pays de transit à notre politique d'immigration soit une condition de l'aide au développement que nous leur versons et du nombre de visas que nous délivrons à leurs

ressortissants. Il est temps d'assurer une réciprocité dans l'aide au développement. La période où la question de l'immigration était passée sous silence dans les discussions entre l'Union européenne et ses partenaires en développement doit être révolue. Nous avons besoin d'accords de réadmission qui fonctionnent réellement. En trente ans, la population de l'Afrique va plus que doubler. Nous devons définir de nouveaux partenariats, avec des financements ciblés dans quelques domaines-clés, l'accès à l'énergie, la formation de la main d'œuvre africaine, le numérique.

De ce point de vue, je soutiens totalement la proposition de la chancelière Angela MERKEL de faire du développement en Afrique une priorité de la présidence allemande du G20. Je souhaite que cet enjeu majeur fasse l'objet de propositions conjointes entre nos deux pays. Pour protéger efficacement nos frontières, encore faut-il les définir.

Il faut en finir avec les élargissements permanents. Cette fuite en avant géographique inquiète les peuples européens.

Nous vivons avec la Turquie dans un déni collectif qui dure depuis plus de cinquante ans. Laisser prospérer cette idée que la Turquie finira au bout du compte par adhérer à l'Union européenne est une manière de la tromper et de ne pas la respecter. La place de la Turquie n'est pas dans l'Union européenne. Ma position sur ce sujet n'a pas varié et ne variera pas. La Turquie est un Etat stratégique pour les Européens. Notre partenariat économique comme nos intérêts de sécurité exigent que nous développiions une relation étroite avec elle. Plus nous avancerons dans la clarté, plus notre relation sera forte. Il faut donc jeter les bases d'une nouvelle relation, fondée sur des objectifs partagés : coopération contre le terrorisme, Union douanière, grands projets dans le domaine de l'énergie et des transports. Avec l'Ukraine, l'Union européenne a fait preuve à la fois de précipitation et de légèreté. Avec la signature d'un accord d'association en 2014, avec nos promesses inconsidérées sur une perspective d'adhésion, avec les sous-entendus de certains sur l'extension de l'OTAN, nous avons suscité de faux espoirs. Nous devons avoir le courage de le reconnaître. Il est urgent que l'Europe retrouve des frontières.

Le troisième défi est la défense des intérêts économiques européens. Dans un monde où chaque puissance défend bec et ongles ses intérêts commerciaux, il est temps que les Etats européens sortent de leur torpeur pour se protéger et faire valoir leurs droits.

Il ne s'agit ni de se barricader ni de céder à un libre-échange sauvage, sans règles ni contrôles. Le commerce international doit inventer des règles nouvelles, fondées sur un principe de stricte réciprocité. Nous, Européens, devons être en pointe sur ce sujet, notamment dans le cadre du G20. Une grande bataille se prépare, sous nos yeux, entre les Etats-Unis de Donald TRUMP et la Chine de XI JINPING. Ce sont nos entreprises, nos PME, nos emplois qui sont en jeu. Ce sont aussi nos agricultures et notre alimentation.

Pas de concession dans les négociations commerciales. Nous devons refuser les accords de libre-échange qui ne sont pas dans l'intérêt de nos économies et de nos emplois.

Le projet de traité commercial avec les Etats-Unis est déséquilibré. Sa signature menacerait nos intérêts agricoles et notre modèle de développement. Il faut donc mettre un terme à sa négociation. S'agissant du traité commercial avec le Canada, des clauses de sauvegarde ont été

prévues, notamment pour les produits sensibles comme les produits agricoles. Nous devons si nécessaire les activer sans délai.

A l'égard des multinationales étrangères qui opèrent sur notre marché, nous devons faire preuve de la même rigueur que celle que les Américains pratiquent à notre égard. Une banque française a été condamnée à une amende de 9 milliards de dollars pour avoir méconnu la législation américaine. Des centaines d'entreprises européennes sont sous la menace de sanctions américaines totalement injustifiées au regard du droit international et des règles européennes. Pourquoi nous, Européens, ne faisons pas preuve de la même fermeté lorsqu'une grande entreprise américaine opère sur notre marché intérieur sans en respecter les règles ? Cette passivité européenne n'est plus acceptable et doit cesser ! Nous devons nous doter des outils nécessaires pour faire respecter nos procédures, nos règles, nos exigences, nos lois fiscales par toutes les multinationales du monde qui veulent opérer sur notre marché intérieur.. Même chose pour la reconnaissance à la Chine du statut d'économie de marché : je ne suis pas favorable à ce que nous accordions ce statut sans une évolution en profondeur des règles de concurrence, de commerce et environnementales sur le marché chinois. En matière de marchés publics, nous devons exiger de nos partenaires une stricte réciprocité. Il n'est pas acceptable que l'Europe ouvre ses marchés publics à 95 % aux entreprises étrangères alors que ce n'est le cas que de 30 % aux Etats-Unis. Dans nos propres appels d'offres, nous devons mettre en place de nouvelles dispositions pour privilégier nos entreprises, nos PME et par conséquent nos emplois. Le commerce est le nouveau champ de bataille de la mondialisation. Nous devons combattre à armes égales. Liberté des échanges ne doit pas signifier abandon de nos intérêts économiques. Liberté des échanges doit rimer avec réciprocité des règles, préférence communautaire pour nos entreprises, refus de tout contournement fiscal. Comment nous défendre mieux ? Comment être plus forts ? Par le renforcement de la zone euro en priorité. Les Etats membres de la zone euro ont fait le choix de l'union monétaire en créant une nouvelle devise, dont la stabilité nous protège. Son poids nous garantit des taux d'intérêt particulièrement avantageux.

Mais nous sommes au milieu du gué et nous ne pouvons pas y rester. Nous devons avoir le courage de réformer la gouvernance de la zone euro, pour en faire un véritable instrument de puissance européenne.

Dans dix ans, nous devons avoir fait de notre monnaie commune une monnaie de réserve et de règlement comme la monnaie américaine. Euro et Dollar doivent avoir la même crédibilité sur la scène financière internationale. Pour y parvenir, il faut consolider la confiance des investisseurs. Comment le faire si nous ne distinguons pas l'Europe des 19 pays partageant la monnaie unique de celle des 27 ou 28 ?

Renforcer l'intégration économique de cette Europe des 19 sera donc ma priorité.

Je propose que les Etats membres de la zone euro se fixent un agenda d'harmonisation de leur fiscalité. 5 ans pour la fiscalité des entreprises. 10 ans pour rapprocher celle des ménages. Un secrétaire général de la zone euro pourrait veiller à la mise en œuvre des décisions des chefs d'Etat et de gouvernement pour atteindre cet objectif. Sans attendre la France et l'Allemagne pourrait créer le mouvement ! Il s'agit de construire un espace cohérent pour faire de l'Euro une arme contre l'inflation mais aussi pour la croissance et l'emploi.

Aux côtés de la banque centrale européenne, il faudra donner une visibilité au pilotage politique de la zone, en réunissant tous les trois mois non seulement les ministres des finances, mais aussi les chefs d'Etat et de gouvernement. Les parlements nationaux devront y être associés. Nous devons nous doter d'un véritable fonds monétaire européen, ayant vocation à s'assurer de la mise en œuvre rigoureuse de la politique des Etats concernés et assurant à l'Europe son autonomie face au FMI. En Europe, la lutte contre le dumping social doit aussi devenir un objectif partagé. Ne nous écartons pas de ce principe fondamental : A l'intérieur de chaque état membre pour un travail égal, le salaire doit être égal et les cotisations sociales aussi. Si je suis élu, je renégocierai de fond en comble la directive sur les travailleurs détachés pour faire respecter ce principe. Si la négociation n'aboutit pas avant la fin de l'année, je suspendrai son application sur le territoire national. Car où sont les bénéficiaires pour nos travailleurs ? La directive sur les travailleurs détachés a progressivement installé un véritable dumping social dans nos nations. Dans le domaine des transports, notamment par camion, ou encore de la construction, des milliers de nos emplois sont concurrencés de façon inéquitable.

Il nous faut procéder par étapes : renforcement de la zone euro, réforme de Schengen, mise en œuvre d'une défense européenne d'abord, avant de nous pencher sur la réforme des institutions, notamment pour mettre définitivement un terme à l'inflation normative européenne.

Pendant des décennies, nous avons vécu dans une illusion : celle de la paix perpétuelle. La réalité est plus cruelle : la violence est de retour, elle tue sur nos territoires, à Berlin, à Paris, à Nice et ailleurs. Elle prend des formes nouvelles et insidieuses avec la cybercriminalité. Elle déstabilise des régions entières à quelques centaines de kilomètres des côtes européennes.

Face à cette menace, nous avons longtemps compté sur la solidarité de notre allié américain. Des choix militaires de Barack OBAMA aux dernières déclarations de Donald TRUMP, nous devrions pourtant comprendre que le mouvement de fond est au retrait de la puissance militaire américaine, qui estime avoir beaucoup fait par le passé et considère que les Européens doivent désormais assumer une part plus importante de leur sécurité. Alors quoi ? Voulons-nous que l'avenir du monde ne se joue qu'entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie ? Voulons-nous continuer à payer sans rien décider, comme cela risque d'être le cas en Syrie ? Voulons-nous continuer à être les invités perpétuels des conférences des donateurs, tout en étant exclus des enceintes où se prennent les vraies décisions ? La France, puissance nucléaire militaire, membre permanent du Conseil de Sécurité, ne peut plus accepter une Europe couchée. Les Etats européens ne peuvent plus rester spectateurs de crises qui se jouent à leurs portes.

Il est temps que le continent européen se dote de la force militaire et des capacités stratégiques qui lui font défaut depuis les origines.

Comment ? En premier lieu, en augmentant les budgets de la Défense. C'est mon objectif pour le budget des armées françaises et c'est aussi celui d'Angela MERKEL et sa ministre de la Défense Ursula VON DER LEYEN. Ces moyens supplémentaires doivent nous permettre de constituer une vraie force européenne autonome. Il ne s'agit pas d'agir contre l'Alliance atlantique et l'OTAN, il s'agit de progresser vraiment dans la construction de la Défense européenne. Cette Défense devrait impliquer des choix communs pour notre industrie de défense, qui ne sera solide que si tous jouent le jeu et respectent les règles de la solidarité

européenne, en matière de développement des programmes militaires mais aussi d'achats d'équipement. Nous en sommes très loin et certains pays acquièrent des matériels américains, alors même que des équipements similaires produits sur le continent européen sont disponibles. Incompréhensible pour nos citoyens ! En matière de sécurité, la préférence européenne n'est pas un gros mot.

Mais cette Défense européenne ne se construira pas seulement par les états-majors et les équipements. Elle suppose que chaque nation européenne accepte enfin de déployer ses soldats pour la défense de nos intérêts de sécurité les plus vitaux. Je me suis rendu en décembre au Mali et au Niger. Je suis fier de ce que nos armées font là-bas. A travers l'opération Barkhane, la France assume la sécurisation du Sahel, essentielle pour réduire le risque terroriste. Nous le faisons au bénéfice de tous les Européens. Nous ne pouvons pas le faire seuls dans la durée.

Notre politique de défense européenne doit tenir compte de toutes menaces. Elle ne doit pas négliger la déstabilisation que représente la cybercriminalité. Dans ce domaine, nous devons mieux nous protéger. Une coopération accrue est nécessaire. Mais allons plus loin et dotons-nous des moyens de riposter lorsque cela est nécessaire.

La souveraineté numérique européenne représente un défi majeur. France et Allemagne pourraient en faire un chantier prioritaire des cinq prochaines années. Nous le savons : cela ne sert à rien de légiférer au niveau national pour lutter contre une hégémonie grandissante de plateformes mondiales puissantes. Nous ne faisons que ralentir le développement de notre économie. Il nous faut être plus ambitieux ensemble. Nous devons rapidement faire émerger l'Europe du Numérique, où les règles du jeu concurrentiel sont équitables, où nos *start-up* auront les moyens de grandir pour devenir les futurs géants de l'Internet dans tous les nouveaux domaines où les places ne sont pas encore prises, où notre riposte aux attaques numériques pourra être proportionnée et efficace. Une défense européenne, pour quelle stratégie, contre quelles menaces ?

Actuellement, les perceptions restent trop éloignées entre les Etats membres. **Nous devons nous doter de la vision stratégique commune qui fait défaut au continent européen.**

De ce point de vue, notre relation avec la Russie est une question décisive. Aujourd'hui, c'est à nouveau la « guerre froide », alors même que notre priorité est de battre le totalitarisme islamique. Tout le monde a une part de responsabilité, le Kremlin au premier chef, mais l'Europe et les Etats-Unis ont manqué de discernement. Plus on isole la Russie, plus elle use de sa puissance de façon unilatérale et plus elle bascule vers l'Asie. Je vous dis mes convictions.

La Russie a selon moi vocation à être un partenaire majeur des nations européennes. Nous avons besoin de renforcer notre coopération pour faire face à la menace terroriste. Il est de notre intérêt réciproque de développer nos échanges commerciaux, en particulier dans les domaines agricoles et énergétiques. Cela veut-il dire que nous devrions faire preuve de faiblesse avec nos interlocuteurs russes ? Certainement pas car nous avons des intérêts à défendre ! Je veux avec Moscou une relation franche, respectueuse, ferme si nécessaire. Il faut sortir du face-à-face dans lequel nous sommes enfermés pour le moment, et qui ne profite à personne. Entre Russie et

Europe, notre seule perspective ne peut pas être une confrontation larvée sous un régime de menaces et de sanctions.

Progressions par étapes.

La première est la résolution du problème ukrainien et la mise en œuvre des accords de Minsk. Elle suppose des efforts de toutes les parties prenantes et des avancées concrètes permettant d'envisager une levée des sanctions contre la Russie.

La deuxième pourrait être le lancement de discussions à haut niveau sur les menaces et la perception de notre environnement de sécurité, en Europe comme en Russie. Elle pourrait conduire à une modernisation de l'architecture de sécurité européenne qui date et qui ne répond plus aux défis actuels.

La troisième pourrait être le développement de nos échanges commerciaux dans un marché plus ouvert. Entre Europe et Russie, nous devons rétablir la confiance, retrouver le chemin du dialogue et construire une relation forte. Ce sera mon ambition. Mais le continent européen ne peut pas se limiter à un marché ou à un espace de sécurité. Il doit s'affirmer comme une référence de la modernité et incarner une civilisation singulière. Nous en avons les atouts scientifiques et humains, alors que nous célébrons cette année, avec le trentième anniversaire du programme Erasmus, une des plus belles de nos réalisations communes. Mettons encore mieux en réseau nos pôles de compétitivité et les programmes de recherche de nos universités, pour faire contrepoids aux investissements massifs qui bénéficient aux secteurs stratégiques aux Etats-Unis et en Chine. Faisons donc de notre génération celle qui bâtira les Airbus de l'avenir, dans le secteur du numérique et des nouvelles technologies.

La construction d'une nouvelle politique énergétique est une nécessité vitale. En 2020, notre continent sera dépendant à 75 % de l'extérieur. Pour les énergies renouvelables, comme le photovoltaïque, elle n'a pas encore une industrie capable de contrer la concurrence asiatique. Nous devons bâtir une stratégie commune avec une énergie nucléaire modernisée, alliée au développement des énergies alternatives. Nous devons également tout faire pour que le projet spatial européen soit maintenu et amplifié.

Au cœur de l'ambition européenne, je veux nous voir réaffirmer notre culture et nos valeurs.

Ici, à Berlin, je fais une proposition : celle d'une initiative franco-allemande visant à créer à Strasbourg un musée de la civilisation européenne. C'est un projet politique qui, à mes yeux, serait porté au plus haut niveau en France et en Allemagne, un projet qui aurait vocation à enclencher une dynamique autour de l'Europe de la culture.

Ce musée fonctionnerait sur la base d'une Fondation franco-allemande associant des partenaires publics et privés et les grands musées européens. Il fonctionnerait sur la base de prêts avec des collections tournantes. Il s'agirait de construire un lieu qui rassemble des œuvres d'art témoignant de la richesse de l'histoire de l'art en Europe et de la force de ses artistes. Ce lieu serait une vitrine des chefs d'œuvre européens.

Et puis, il y a dans la civilisation européenne un répertoire de valeurs qui, dans le monde, signe notre singularité.

L'humanisme. La tolérance. La liberté de conscience. La solidarité. L'individu pris comme référence de toute justice. L'Etat de droit, seul fondement légitime du pouvoir. Le respect enfin du droit international et de la souveraineté des Etats.

Contre la tentation de la force pour la force et du renversement des régimes, assumons que la force ne peut être que ce dernier recours au service de vraies ambitions politiques. Contre la gestion imprévisible des conflits, portons une ambition de développement de long terme des zones les plus instables de la planète.

Mesdames et messieurs, nous sommes le continent le plus riche au monde. Ce continent a une âme puisque dans chacune de ses capitales nous ressentons nos héritages entremêlés. Ne tournons pas le dos à notre histoire commune, ne cassons pas notre unité. Le choix de l'Europe est né sous les décombres des deux grandes guerres. Nous avons marché main dans la main, déposé des gerbes, multiplié les accolades... L'Europe a réussi à réconcilier les morts, réussi à se construire au jour le jour mais maintenant il faut la réconcilier avec l'avenir. Le départ des anglais confère à la France une nouvelle responsabilité. Jusqu'à présent, nous figurions parmi les trois grandes nations de l'Union européenne... Dorénavant, la France est, avec l'Allemagne, l'autre puissance européenne. De notre courage, de notre rayonnement, de notre amitié dépendent le sort de notre continent. Je sais les défauts de la mécanique européenne, je sais ses lacunes, ses failles. Mais nous sommes tous comptables de l'avenir de l'Europe, tous responsables.

Au lieu de nous demander ce que l'Europe peut faire pour chacun de nous, il faut se demander ce que nous pouvons faire pour elle. L'Europe a besoin d'un nouvel élan. Elle y parviendra si elle trouve l'audace de se réinventer et si nous résistons aux facilités de l'immobilisme et au poison de la démagogie. Les faux prophètes ne manquent pas. Dans chacun de nos pays, la peur et le repli gagnent les esprits. Il ne faut pas céder mais surtout il faut convaincre !

Le salut de l'Europe est dans la lucidité, la solidarité et l'action